

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde



**Wall Street, le CAC40...
et leurs gouvernements
nous déclarent la guerre !**



A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.



ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1024 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guityayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito

p.3

Nos vies, pas nos profits

p.4-7

- A Thales, après un mois de mobilisations pour les salaires : toujours pas fatigués !
- Gel des salaires : public, privé, même combat !
- NAO chez Safran Electrical & Power
- La Poste : réduire le service aux usagers pour maintenir des profits
- CGI : mobilisation contre le retour forcé en présentiel
- Prev' déter en grève !
- Gâchis à la Monnaie de Pessac

Dans l'Éducation

p.8

- Interview de Marine Schnegg, AESH
- Offensive contre l'éducation
- Contre les budgets-tronçonneuse, la colère s'étend sur les campus

Dans la santé

p.9

- Et surtout la Santé !
- Groupe Bordeaux Nord : 350 millions pour une famille, des miettes pour 3500 travailleurs

Leur société

p.10-11

- Méga CRA de Mérignac, la construction a commencé... la campagne de solidarité internationale continue !
- Prison de Gradignan : toujours vétuste et surpeuplée
- Elections des chambres agricoles, souverainisme et agro-business, deux impasses...
- Beau succès des Entre-actes solidaires

Politique locale

p.12

- Cenon : le budget au coeur de la tourmente
- Transports en commun à Bordeaux Métropole, encore et toujours la quadrature du cercle

Leur société

p.13

- « Pas une de plus »
- Morts par la France
- saurait voir

NPA-R

p.14-15

- Tribunes après le congrès du NPA-R

A voir

p.16

- Mondialisation : les nouvelles règles du jeu, film-documentaire de Kersten Schübler, sur Arte.

Abonnez-vous

à ANTICAPITALISTES !

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle, en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

Wall Street, le Cac 40... et leurs gouvernements déclarent la guerre aux travailleur·ses et aux peuples

L'intronisation de Trump, le 20 janvier dernier, a marqué une étape dans l'offensive menée contre le monde du travail et les peuples par les classes dominantes US et, derrière elles, celles des puissances occidentales.

Les grands patrons, Bezos et Zuckerberg en tête, se sont massivement ralliés au couple Trump-Musk, milliardaires racistes, masculinistes, révisionnistes, chefs de file du capitalisme sénile et décadent qui ne peut se survivre qu'en déclarant une guerre frontale aux travailleurs et aux peuples. La concurrence que se livrent les capitalistes est chaque jour plus incontrôlée et destructrice, plongeant le monde dans un engrenage de guerres. Les déclarations sur le Groenland, le canal de Panama et le récent et odieux appel au nettoyage ethnique à Gaza pour en faire la côte d'Azur du Moyen-Orient participent de la sinistre fuite en avant guerrière.

Trump a annoncé une augmentation de 10 % des droits de douanes sur tous les produits venant de Chine, menace de 25 % ceux du Mexique et du Canada, et vient d'annoncer la mise en place de 25 % de droits sur l'aluminium et l'acier entrant aux Etats-Unis. Des politiques protectionnistes qui ne peuvent que se retourner contre les peuples et les travailleurs du monde entier, dont ceux des USA qui subiront de plein fouet l'augmentation des prix et l'intensification de l'exploitation.

Bayrou et la « submersion » du Cac40 avec le soutien du RN et du PS

C'est une même guerre sociale qu'a engagée Bayrou imposant par 49-3 les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale qui prévoient des coupes violentes dans les dépenses publiques. Le PS n'en a pas moins rejeté la motion de censure, de même que le RN... Les propos de Bayrou, quelques jours plus tôt, parlant de son « *sentiment de submersion migratoire* » annonçant une nouvelle remise en cause du droit du sol à Mayotte n'étant manifestement pas suffisants pour l'en dissuader !

Bayrou s'attaque encore plus violemment que Barnier aux dépenses utiles à la population. Au nom du déficit et de la dette, il prévoit 34 milliards d'euros de coupes. Seul le budget de l'armée augmente de 3,3 milliards... Les hôpitaux, les écoles, collèges, lycées, facs, la culture, le sport, les collectivités territoriales voient leurs recettes brutalement amputées. Les conséquences vont être immédiates pour la population, les malades ou handicapé·es, les jeunes, les plus pauvres et précaires, les immigré·es, les familles des quartiers défavorisés.

Dans les mairies, départements, régions, des milliers d'emplois sont menacés, de même que dans les associations dont elles assurent tout ou partie du financement, en particulier dans le secteur social où les licenciements ont commencé à tomber.

Les salaires des fonctionnaires sont gelés, leurs indemnités maladie passent de 100 à 90 %. Un signal clair donné à tous au moment où dans le privé se mènent les NAO (négociations annuelles obligatoires) avec entre autres la question des salaires.

Dans le même temps, les subventions redoublent pour les capitalistes. C'est la raison d'être de la baisse de la dépense publique et des salaires, la source de « l'argent magique » qui alimente les profits, à la fois par le paiement des intérêts de la dette, 55 milliards d'euros en 2024, et par des cadeaux multiples qui ont représenté 200 milliards d'euros par an ces dernières années en subventions, réductions de cotisations sociales et autres niches fiscales.

Face à ce monde décadent, les prolétaires du monde entier

Jamais le capitalisme n'a été aussi prédateur, violent et cynique. En quatre ans, la fortune des cent Américains les plus riches a augmenté de 1500 milliards de dollars (+ 63 %). Celle de Musk est passée de 25 à 415 milliards de dollars, celle de Bezos a doublé et celle de Zuckerberg quadruplé...

Ici, Bernard Arnault, 1^{ère} fortune mondiale lors du dernier classement du magazine Forbes avec 233 milliards de dollars, est au coude à coude avec Musk. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires 98,2 milliards d'euros de dividendes, + 40 % en trois ans, atteignant un nouveau record.

Patrons et gouvernements qui portent au pouvoir des régimes de plus en plus autoritaires, réactionnaires, anti-démocratiques, ont une trouille bleue des travailleur·ses et des peuples. La guerre de classe engagée par Wall Street et le Cac 40 pour la survie de leurs profits ne peut que précipiter la révolte des exploité·es et des opprimé·es.

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes* » écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste*... « *La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* ».

A Thales, après un mois de mobilisations pour les salaires : toujours pas fatigués !

Depuis le 9 janvier, les travailleurs de Thalès alternent les journées de grèves et d'actions pour demander 4 % d'augmentation.

La vie est belle quand on est actionnaire d'une entreprise du CAC 40

Plus d'un milliard d'euros de bénéfices en 2024, avec un taux de profit de 15 % (3 % de plus qu'en 2023), c'est le plus gros jackpot depuis 20 ans ! Les principaux actionnaires (Dassault et l'Etat) ont décidé de récompenser les salariés par une augmentation inférieure à l'inflation. Seulement 1,6 % en moyenne et même 0 % pour la branche Thales Alenia Space. Rajoutons 7 millions d'euros d'actions gratuites pour une poignée de grands chefs triés sur le volet. Il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres.

Le mouvement ne faiblit pas

« Mépris », « injustice », « incompréhension » : c'est avec ces mots que nous débrayons sur le site de Bordeaux-Mérignac depuis bientôt un mois. Des AG regroupant de 200 à 600 personnes ont lieu une à deux fois par semaine pour faire le



point sur la situation et décider par un vote quelle suite nous voulons donner au mouvement. « Faire un barrage filtrant à l'entrée du site » ou « faire une demi-journée de grève » : voilà les actions qui sont privilégiées actuellement.

Cette année, la Direction de Thales n'a pas réussi à nous diviser : les salariés des deux entités civile et militaire du site se réunissent ensemble. En plus des techniciens et des administratifs, les cadres sont également mobilisés. Voilà un acquis à garder pour les prochaines luttes.

Pour l'instant, la Direction n'a concédé que 0,6 % supplémentaires et prétend que les

négociations sont terminées. Une provocation qui n'a pas entamé notre détermination. Notre mouvement donne du courage aux autres sites déjà en lutte. Plusieurs milliers de travailleurs se mobilisent sur différents sites comme en Région parisienne et aussi à Toulouse, Étretelles, Thonon-les-Bains...

Les travailleurs prennent en main leur mouvement

L'intersyndicale tient bon grâce à l'aide et la pression des salariés réunis en AG. Voilà d'ailleurs un point très intéressant de notre mouvement : les salariés font l'expérience de la démocratie directe en votant régulièrement en AG et prennent confiance en prenant de plus en plus souvent le micro pour raconter les galères du travail, les fins de mois difficiles ou encore comment faire pour gagner et pour convaincre nos collègues non-grévistes de nous rejoindre.

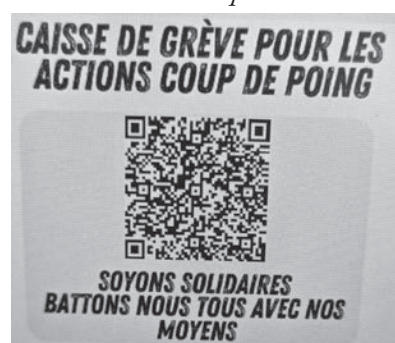
Certains syndicats ont appelé à durcir le mouvement, mais la seule action de l'intersyndicale a été de banaliser les jeudis comme « journée d'action nationale ». Nous étions nombreux à trouver qu'une seule journée par semaine ne serait pas

suffisante pour gagner. Du coup, quelques dizaines de salariés ont décidé de s'organiser dans un comité de lutte qui regroupe des salariés motivés, en majorité non syndiqués.

Ce comité est un acquis démocratique important car il nous permet de discuter librement de la situation dans la boîte et ailleurs, de réfléchir à une stratégie plus combative, sans s'opposer aux syndicats dont

chacun mesure l'utilité, mais en s'émancipant des habitudes du dialogue social inefficace. « Comment convaincre les collègues ? », « Quelles actions prévoir ? », « Pour gagner doit-on faire grève ou bien bloquer la zone industrielle ? » « Comment agir par nous-mêmes ? » Le comité est d'ailleurs passé à l'action

en diffusant un tract et en organisant lui-même un barrage filtrant. Cet apprentissage collectif de la lutte crée un vent de fraîcheur et d'espoir, seul à même de bousculer les routines du dialogue social. A croire que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ?



Correspondant

Gel des salaires : public, privé, même combat !

Côté salaires, le gouvernement a donné l'exemple avec son budget 2025, en prévoyant le gel du point d'indice de la fonction publique et la suppression de la prime GIPA (censée compenser l'inflation). L'austérité salariale pour tous les agents du public est repartie de plus belle !

Dans le privé, les patrons entament la même musique. D'après le cabinet Secafi qui a épluché les résultats des premières NAO 2025 (négociations sur les salaires), 42 % des entreprises n'ont pas prévu de budget pour les augmentations de salaires, seulement des primes ou des mesurées.

Tous se calent sur les chiffres officiels de l'inflation : + 1,3 % entre décembre 2023 et 2024, voire + 2 % en moyenne sur toute l'année 2024... Dans tous les cas, on est loin du compte !

L'inflation calculée par l'INSEE est loin de traduire la situation réelle que tous les salariés connaissons. Cela reste une moyenne, qui ne dit pas de combien d'euros nos dépenses les plus courantes ont augmenté ces dernières années : factures, loyers, prix des carburants ou du caddie au supermarché.

Mais surtout, ce chiffre ne dit rien du retard pris par les salaires depuis 3 ans. Comme le dit le magazine *Que Choisir* qui mesure son propre indice des prix, l'inflation a certes ralenti, mais « la baisse des prix promise début 2024 n'a jamais été amorcée » ! En fait, depuis janvier 2022, le panier moyen en grande surface a augmenté de 22 %. Les salaires sont restés loin derrière !

Et à cela se rajoutent les conséquences des budgets d'austérité du gouvernement, en particulier en matière de déremboursement de la Sécurité Sociale... De soi-disant « économies » que les salarié-es et les retraité-es paient au prix cher avec l'augmentation des mutuelles et des assurances qui dépassent largement la somme de tous les déremboursements réalisés par la Sécu !

Face à toute cette propagande patronale, faisons nos propres calculs de tout ce que nous avons perdu ces dernières années. C'est bien 400 € qu'il nous manque à la fin du mois, pour l'ensemble des salarié-es du privé et du public et c'est bien par une lutte d'ensemble que nous pourrions reprendre le terrain perdu.

Laurent Delage



Affiche de Mai 68

NAO chez SAFRAN Electrical and Power

La 1^{ère} réunion des NAO s'est achevée avec des propositions indécentes : 1,8 % d'enveloppe globale pour les cadres et non cadres. Pour les non-cadres : 0,5 % pour les augmentations générales, 0,7 % pour les augmentations individuelles, 0,4% pour des augmentations spécifiques, et 0,2% pour celles liées à l'ancienneté. Pour les cadres : 1,4 % pour les AI et 0,4 % pour les spécifiques.

L'activité est bien là, montante comme les bénéfices ; partout les plus ancien-es d'entre nous sont mis-es à rude épreuve parce que les directions ont les mêmes peines à embaucher et elles proposent ça !!! Toujours des chiffres en dessous de l'inflation.

Rappelons-nous, les patrons de la métallurgie s'étaient entendus pour distribuer des enveloppes générales autour de 4 %

l'an dernier, il semblerait qu'ils se soient encore accordés sur le sujet en baissant le tarif.

On ne va pas prendre les mouchoirs. Depuis quelques années, nous avons connu quelques luttes et gagné en expériences : 4mois de mouvement chez les collègues de Dassault en 2022, 1 mois de grève avec un petit groupe de collègues déterminés chez Safran en 2023 qui avait été à la rencontre des salariés d'autres boîtes de la zone industrielle. Les salariés de Thalès continuent de se mobiliser alors que leur direction considère les NAO fermées.

N'est-ce pas le moment de répondre collectivement et ensemble, en faisant tomber les « frontières » de nos entreprises, pour avoir une politique salariale commune face à des capitalistes agressifs et parasites ?

Extrait du bulletin l'Aile Rouge du 30 janvier 2025

La Poste : réduire le service aux usagers pour maintenir des profits

1,2 million de lettres en retard à la mi-janvier en Aquitaine, dont des milliers bloquées depuis 2 mois. C'est ce que titraient plusieurs journaux nationaux suite à des alertes de la part des syndicats et des salariés de la Plateforme Industrielle Courrier (PIC) de Bordeaux-Cestas, vidéos des lettres en question à l'appui. La direction locale tentait de minimiser à « *seulement 500 000 lettres* », et le justifiait par ce qui leur passait par la tête : la grippe, les transports, le défaut d'adressage sur les lettres... ou même le verglas ! Mais difficile de nier un fait bien réel vécu par des milliers d'usagers.

La Poste est un groupe qui a comme objectif de réaliser des bénéfices pour l'État (1,2 milliard en 2024). Depuis environ 3 ans, isolément l'activité du courrier ne rapporte plus de profit. Pour conserver le maximum des bénéfices issus des autres activités (banque, colis, spéculation etc.), la stratégie du groupe est simple : écraser la masse salariale dans l'activité courrier. La grille salariale qui concerne environ 100 000 postiers reste systématiquement en dessous de l'inflation, NAO après

NAO, avec des salaires en moyenne à 1550 nets pour l'essentiel de la carrière.

Dans chaque bureau de facteur, centre de tri ou guichet, peu de départs (retraite ou démission, de plus en plus fréquentes) sont renouvelés. Résultat, en 10 ans, plus de 60 000 postes ont été supprimés. Et en ce qui concerne les centres de tri, depuis un an les fermetures s'enchaînent. C'est en ce moment le centre de tri courrier de Poitiers qui ferme. Le tri des courriers des départements 16 et 17, qui y était fait, a été rapatrié à Cestas.

Entre novembre et janvier, le centre de tri de Cestas a tout simplement été noyé sous ces nouveaux courriers à traiter : chaque jour, il était impossible de finir le tri du jour et les restes se sont accumulés. Dans une plateforme qui traite 1,5 million de lettres par jour, un peu de restes signifie vite beaucoup !



Dans ce contexte, encouragée par la couverture médiatique, une majorité de l'équipe du matin a fait grève pour exprimer son ras-le-bol contre la fermeture de nouveaux sites et pour une revalorisation de la rémunération. C'est uniquement suite à la grève et à l'exposition de la situation dans les médias que La Poste a réagi. En catastrophe, ce n'est pas moins de 25 intérimaires qui ont été embauchés pour travailler à 100 % sur le tri des lettres en retard pendant 10 jours. Une démonstration qu'il y a effectivement besoin d'arrêter de supprimer des effectifs.

Toute la séquence a été vécue comme une claque mise à la direction par les collègues du centre de tri Cestas.

Correspondant

CGI : Mobilisation contre le retour forcé en présentiel

Fin novembre 2024, la direction de CGI sifflait la fin du télétravail pour tous ses managers d'Europe en leur écrivant par mail : « *Votre présence sur site et chez les clients est le meilleur moyen de donner envie à vos équipes de venir plus souvent au bureau pour bénéficier de votre coaching* ». Sur le site de CGI au Haillan, le mail a circulé dans les discussions et à la pause-café, et des travailleurs n'ont pas manqué de souligner ce bel esprit d'imagination de la direction. Mais ce qui a été remarqué aussi, c'est que par cette annonce, la direction de CGI préparait une attaque contre tous les salariés sur le télétravail. Car dans la foulée du coup de sifflet adressé aux grands chefs, ce sont les travailleurs en intermissions à qui on a demandé de revenir en présentiel 4 à 5 jours par semaine. Et depuis, ce sont ceux du projet La Banque Postale qui sont attaqués, sans parler d'autres petits projets sur lesquels la direction ne communique pas mais qui sont, eux aussi, sous le coup de la fin du télétravail.

Le distanciel arrangeait bien CGI pour réduire l'espace laissé aux bureaux, faire des économies d'échelle, faire faire des heures supplémentaires non-payées à domicile. Mais il faut croire que pour elle, ça reste plus rentable de mettre les chefs sur le dos des travailleurs en présentiel, et tant pis pour celles et ceux qui habitent loin, ont réorganisé leur vie autour du distanciel, ou ont postulé à CGI parce que le télétravail apparaissait dans les

conditions de travail sur l'offre d'embauche.

Cette offensive a déclenché beaucoup de discussions, et le rejet de ce retour forcé en présentiel est unanime. D'autant que pour faire passer la pilule et diviser les salariés, la direction avance projet par projet : les intermissions d'abord, le projet Banque Postale ensuite, et les différents petits projets en espérant que personne ne s'en aperçoive. Il y a aussi la menace d'une réduction des effectifs déguisée, car beaucoup préféreraient démissionner plutôt que d'être en présentiel toute la semaine.

Une pétition a rapidement été lancée pour s'opposer à toute attaque sur le télétravail. Elle a obtenu 330 signatures de salariés sur site et dans plusieurs gros projets, la majorité des collègues l'ont signée. La pétition a été mise sous le nez de la direction à l'occasion d'un débrayage à la mi-janvier, mais la réaction de la co-directrice a été de ne rien vouloir négocier. Une réaction de mépris qui a renforcé le sentiment de colère chez beaucoup.

L'offensive sur le télétravail a lieu dans beaucoup de boîtes d'informatique – comme Ubisoft, en grève entre autres sur cette question le 13 janvier. Car pour toutes ces directions d'entreprises, c'est la même recherche du profit, et le même mépris pour la vie des travailleurs qui règnent.

Correspondant

Prev' déter en grève !

RV mardi 18 février à 9h devant le Département

Le grand carnage a commencé dans le secteur social, de l'aide sociale à l'enfance, et particulièrement de la prévention spécialisée, des éducatrices et éducateurs de rue qui subissent de plein fouet les coupes budgétaires des départements qui assurent le financement des associations du secteur.

Les menaces planaient depuis des mois. Face à elles, il y a un an, des salarié-es des différentes structures de prévention spécialisée de Gironde avaient décidé de se retrouver à une quarantaine en AG, pour se mobiliser à l'occasion d'une journée de grève de l'ensemble du secteur social. Face à cela, alors qu'ils mettaient en avant les risques de perte de sens lié à leur métier et concernant les ressources à disposition pour l'accompagnement des jeunes et des familles, le département de la Gironde s'était voulu rassurant, balayant d'un revers de main leurs inquiétudes.

Or depuis le début de l'année, les mauvaises nouvelles pleuvent : annonces de gels de poste en prévention et baisse des moyens alloués aux actions collectives, dans une ambiance de roulette russe de tout le secteur

entre chaque association et service, annonce de fermetures de services dans la protection de l'enfance avec des licenciements à la clef... Il n'y aurait plus d'argent dans les caisses du Département et... et ce dans tous les départements du pays ? Dans le nord, c'est 60 postes d'éducateurs de rue menacés de licenciement que sont venus défendre dans la rue leurs collègues et les jeunes à Lille, le 6 février.

Dans ce contexte, à Bordeaux, le collectif de lutte « La prev' déter », a décidé d'appeler à la grève et à la mobilisation avec le syndicat SUD le mardi 18 février à l'occasion de la « grande vitrine » de la Conférence départementale de Prévention Spécialisée.

Comme le dit notre tract :

« Nous sommes le collectif « La prev' déter », des éducatrices et éducateurs de rue de Gironde qui se réunit depuis 2017 et qui se bat pour défendre les droits des jeunes, des familles et le sens de la prévention spécialisée.

Dans un contexte social et économique de plus en plus anti pauvres, anti immigrés, anti jeunes, nous assistons à une dégradation de nos outils de travail, de nos valeurs.



Pour sortir de l'isolement et de la concurrence, nous nous sommes retrouvés à l'occasion d'une AG des salariés de la prévention spécialisée de Gironde, le 23 janvier 2024. Pour faire bloc face aux attaques que nous subissons tous... LUTTONS ENSEMBLE CONTRE le gel de postes en cours, la mise en concurrence des associations de prévention spécialisée ; POUR la sacralisation de la prévention spécialisée comme compétence obligatoire de la protection de l'enfance, dont les moyens alloués ne doivent pas dépendre de l'évaluation des résultats ; le maintien des moyens alloués aux actions collectives ; la hausse des salaires ; le maintien des gratifications des stagiaires ; l'accueil des étudiant.e.s en alternance. RDV le Mardi 18 février à partir de 9h devant le département ».

D'ores et déjà, la Prev' déter appelle à une après-midi de convergence des luttes, de débats et de concerts le dimanche 30 mars au Château du diable à Cenon.

Correspondant-es La Prev' déter

Gâchis à la Monnaie de Pessac

Depuis plusieurs années, la commande de l'Etat des pièces d'euros diminue, en particulier pour les petites coupures en acier cuivré. Une vraie inquiétude pour les collègues qui travaillent dans l'atelier du cuivrage.

La direction avait annoncé dans son « plan stratégique » et avec ses « consultants » qu'elle préparait une diversification pour le secteur en mettant en place un « groupe de travail »... Des promesses et du blabla ! Aujourd'hui, les collègues en sont toujours au même point.

A croire que la direction laisse pourrir la situation en attendant de fermer le cuivrage. Quel gâchis, d'autant que cette ligne de traitement de surface peut réaliser d'autres traitements et même d'autres productions que des pièces de monnaie.

Mais comme tous les patrons, la direction préfère sous-traiter à des boîtes où les normes et les conditions de travail sont au rabais, tout ça au nom de la « productivité » !

Interview de Marine Schnegg, AESH

animatrice du collectif AESH pour la CGT Educ'action Gironde

Le jeudi 16 janvier, une journée de grève des AESH était organisée nationalement. Quelques mots sur l'AG et le rassemblement à Bordeaux ?

La mobilisation était importante et stimulante, une quarantaine à l'AG et une centaine devant le rectorat, avec des collègues de plus en plus révoltés par une inclusion sans moyens qui n'en finit pas de maltraiter élèves et personnels. Les perspectives d'évolution de nos missions et de notre cadre de travail sont par ailleurs très inquiétantes avec l'expérimentation des PAS (« Pôle d'Appui à la Scolarité » nouvel outil de dégradation des accompagnements en contournant les MDPH jugées trop généreuses...). Enfin, avec la CGT, les AEd se sont associées à cette journée avec des revendications qui leur sont propres et un combat commun sur la reconnaissance de nos métiers à travers un statut et un salaire décent.

Depuis des années que les AESH se mobilisent, leur statut a un peu évolué, mais il est clair que l'Etat veut les maintenir dans la précarité...

Notre passage en CDI, obtenu de haute lutte et objet d'une communication gouvernementale trompeuse, semblait nous mettre à l'abri. Dans les faits, notre employeur peut à tout moment modifier notre quotité horaire, notre emploi du temps et notre lieu de travail, les refus engendrant des licenciements. Nous sommes ainsi maintenus dans une incertitude qui, liée à nos salaires misérables,

aux temps partiels imposés, et à des accompagnements de plus en plus complexes, renforce notre insécurité et notre précarité.

En Gironde, vous êtes militants syndicaux et vous animez depuis des années un collectif d'AESH. Quel bilan faites-vous de ce travail militant ?

Même s'il semble minuscule au regard de la machine implacable qui détruit les services publics, notre combat porte souvent ses fruits localement dans l'accompagnement individuel, et redonne envie de se battre à nos collègues souvent invisibilisés dans les établissements scolaires. A travers nos formations syndicales, nous mesurons l'utilité de nos interventions pour informer les AESH sur leurs droits et construire notre collectif de lutte. La dimension émancipatrice et féministe de nos échanges est également essentielle dans un métier qui compte plus de 95 % de femmes, et où les RQTH (reconnaissance de travailleur handicapé) et les situations de mono parentalités sont sur-représentées.

Enfin, lors de nos dernières mobilisations, nos revendications sont de plus en plus perçues par les médias comme par le public comme légitimes, et nos conditions de travail comme scandaleuses. Il nous semble que c'est le résultat du travail de fond pour dénoncer cette inclusion low cost du handicap dont la seule boussole est de faire des économies au mépris des besoins.

Offensive contre

Les sales coups continuent de pleuvoir : gel des salaires, des fonctionnaires, baisse de 10 % des indemnités pendant les arrêts maladie, menaces sur les congés d'été... Et si les 4000 suppressions de postes annoncées ont été suspendues, cela ne règle rien. Face aux effectifs insuffisants, c'est un vaste plan d'embauche dont nous avons besoin.

Borne, dont la nomination a été accueillie fraîchement dans les écoles et salles des profs, « celle qui nous fait bosser deux ans de plus », est là pour poursuivre dans l'éducation la casse du service public et briser les résistances comme avec le mouvement contre sa réforme des retraites.

Son mépris de l'école et des enseignants à Mayotte a largement été commenté, avec cette vidéo où on la voit tourner le dos à deux collègues qui s'adressaient à elle, croyant qu'elle aurait pu s'intéresser aux conditions insupportables de l'éducation là-bas. Face au tollé, elle a finalement dû exprimer publiquement ses regrets pour cette « erreur ».

Beaucoup de collègues se questionnent sur l'absence de réponse des syndicats alors que les

Contre les budgets-tronçonneuse, la colère s'étend s

En menaçant de couper 300 millions d'euros dans le budget national de l'Enseignement Supérieur et la Recherche avec son Budget 2025, le gouvernement a suscité un vif coup de colère dans les facs. Ces coupes de budget à la tronçonneuse, si elles passaient, auraient des conséquences très dures pour les étudiants, personnels et profs, de la baisse du nombre de places en licence et en master aux frais d'inscription qui explosent, en passant par la mise en télétravail des person-

nels pendant les vacances scolaires... pour réduire les coûts d'entretien des bâtiments !

La colère est d'autant plus grande que 60 universités sur 73 ont déjà leur budget en situation de déficit. Les problèmes de chauffage d'amphis, de réduction du nombre de postes de personnels, de fermetures de filières, tout le monde les connaît déjà. À ce titre, le déficit est une arme bien pratique pour le gouvernement, parce qu'il lui suffit de réduire le budget sur un plan purement comptable

pour laisser aux directions d'université l'honneur de traduire ces attaques sur un terrain plus concret. Reste aux présidences de fac la liberté de « tirer la sonnette d'alarme » dans les médias, pendant qu'elles subissent les injonctions des rectorats à « retrouver un budget sain », comme c'est le cas pour celle de Bordeaux-Montaigne.

C'est contre cette situation, et dénonçant l'hypocrisie d'un gouvernement qui veut nous faire payer les milliards de subventions au grand patronat et

à l'armée, que la mobilisation a démarré à la fac de Rennes 2 et qu'elle s'est étendue à la plupart des grandes villes étudiantes de France. À la fac de lettres de Bordeaux-Montaigne, deux AG se sont tenues les 29 janvier et 4 février dernier, réunissant 80 puis 140 participants. On y discute de la politique plus large de coupes budgétaires et des plus de 300 000 licenciements, autant d'attaques contre tous les travailleurs que notre mobilisation, si elle s'étendait, chercherait forcément à visibiliser.

l'éducation

raisons ne manquent pas y compris sur les contenus pédagogiques.

La suppression du « Pass culture » collectif qui permettait de financer de nombreuses activités, a largement écoeuré les collègues qui montent des projets.

Il y a aussi les reculs sur le programme d'« éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité » de la maternelle à la terminale. La nouvelle mouture adoptée en janvier témoigne de la pression des forces les plus réactionnaires. Finalement, les termes « homosexualité », « homophobie », « identité de genre » sont réapparus à partir de la 3^{ème}, alors qu'ils avaient été expurgés du projet. Mais celui de « transphobie » reste banni. Et il n'y a toujours aucun moyen horaire pour appliquer ce programme, ni aucun contrôle. Le Ministère reconnaît lui-même que seuls 15 % des élèves ont pu suivre cet enseignement ces dernières années.

Les attaques contre ce qui va dans le sens de l'émancipation rejoignent les attaques contre les moyens d'enseigner dans une même politique réactionnaire pour soumettre les classes populaires. Une offensive d'ampleur dont on a besoin de prendre la mesure pour discuter de comment s'y opposer.

Correspondant

ur les campus

On y discute aussi de la « crise politique » : si le gouvernement tombe, il vaudrait mieux que ce soit avec des milliers d'étudiants dans la rue plutôt que sans, pour que ce ne soit plus la machine parlementaire qui rythme l'actualité mais bien nos luttes pour nos intérêts contre le patronat et l'État.

Une quarantaine d'étudiants de Sciences Po étaient présents à l'AG du 4 février. Preuve que la colère s'étend et qu'elle dépasse les problèmes strictement budgétaires. Un avant-goût du printemps social 2025 ?

Correspondant

Et surtout la Santé !

Le nouveau directeur général du CHU de Bordeaux, Vincent-Nicolas Delpéch, a profité de la présentation de ses « vœux » fin janvier pour dire sa « fierté » de « *diriger l'un des trois plus beaux CHU de France* »... qui est par ailleurs « *le plus vétuste de tout le pays* ». Bien obligé de reconnaître le « *décalage énorme entre l'excellence des équipes et leurs conditions de travail* », le cirage de pompes ne coûte pas cher, il s'est réjoui que le CHU ait récemment reçu la distinction de « *Haute qualité des soins* » lors de la certification...

Il en faudra un peu plus pour rassurer les équipes et les usagers qui vivent la galère quotidienne ! Et ce ne sont pas les 180 lits qui ont été réouverts sur les centaines fermés par manque de budget et de personnels, en particulier depuis la crise du Covid, qui vont suffire à faire face aux besoins de la population. Ce besoins ne cessent d'augmenter alors même que l'ensemble des établissements de santé sont en crise, que les cliniques ferment des lits ou arrêtent des activités, que le système de soins de ville est lui aussi au bord de la rupture dès qu'on s'éloigne des grosses agglomérations.

Un système à bout

Il a donc fallu une simple épidémie de grippe un peu plus sévère que la moyenne pour, une nouvelle fois, mettre à mal tout le fonctionnement des hôpitaux !

Si les Urgences du CHU ont à peu près réussi à faire face à l'afflux de malades (au prix d'une régulation systématique qui filtre les admissions et refuse des malades !), une centaine d'hôpitaux ont dû déclencher le « Plan blanc ». La procédure permet de rappeler les personnels sur leurs repos et congés, d'imposer des heures supplémentaires et de contourner le droit du travail, mais aussi de reporter des hospitalisations programmées et des interventions jugées « *non urgentes* ». A nouveau, dans plusieurs hôpitaux, des personnes sont décédées aux Urgences sans avoir pu être prises en charge à temps. Des personnes âgées sont restées plusieurs jours sur des brancards avant qu'un lit puisse leur être trouvé et qu'elles soient hospitalisées... Une actualité devenue tristement banale.

Une spirale sans fin

Fin janvier, la fédération hospitalière de France annonçait que le déficit des hôpitaux publics avait atteint 3,5 milliards d'euros en 2024, sans tenir compte de celui des Ehpad publics. Un déficit qui se creuse d'année

en année (1,9 milliard en 2023) du fait des financements insuffisants alors que l'activité augmente en même temps que la population, son vieillissement, et que l'inflation et les profits des multinationales du médicament, du matériel médical, de l'énergie... et le remboursement des intérêts de la dette pillent les finances des hôpitaux.

Le budget de la Sécurité sociale passé à coup de 49-3 ce début février prévoit une hausse de l'Ondam (objectif national de dépenses de l'Assurance maladie) de 3,4 % (au lieu des 2,8 dans le projet de Barnier). Pour les hôpitaux, la hausse serait de 3,8 %, soit 1 milliard d'euros de plus en tout et pour tout. Une goutte dans un océan de manques, même pas le tiers du déficit des hôpitaux qui ne peut que continuer de se creuser !

Dans ce contexte, la loi récemment votée qui instaure le principe de quotas minimum de soignants par groupes de malades dans les services de soins (qui restent à définir en fonction des services d'ici 2027) fait figure de vœu pieu ! Cela alors que les quotas qui existent déjà pour des services tels que la réanimation ne sont souvent pas respectés. Plus que jamais ce sont nos mobilisations, notre organisation entre collègues, entre services, entre établissements qui pourra faire bouger les lignes, en prenant nous-mêmes les choses en main !

Isabelle Ufferte

Groupe Bordeaux Nord : 350 millions d'euros pour une famille, des miettes pour 3 500 travailleurs

On apprend dans Challenges que la famille Guichard, actionnaire majoritaire à 80 % du groupe de santé privé GBNA, fait partie des 500 plus grandes fortunes de France.

Elle a vu sa fortune augmenter de 20 % en un an, de 2023 à 2024, tandis que les salaires stagnent pour ses plus de 3500 salariés et que les conditions de travail se dégradent.

Les Guichard achètent à tour de bras des établissements pour augmenter leur capital et, dans le même temps, expliquent aux salariés qu'ils n'ont pas assez d'argent pour leur payer des salaires décents.

Cette fortune est confisquée aux travailleurs par une seule famille, reprenons ce qui nous appartient !

Correspondant

Mega CRA de Mérignac, la construction a commencé... la campagne de solidarité internationaliste continue !

C'est en toute discrétion, autant du moins que le permettent les pelleuses, que les travaux du futur CRA (Centre de Retention Administrative où sont enfermés des étrangers que l'Etat veut expulser) ont commencé sur le site isolé du Bioparc de Mérignac, à côté du crématorium et à proximité de l'aéroport. Et c'est par un compte-rendu tout aussi discret et lapidaire que le Tribunal administratif a informé fin janvier, après le début des travaux, du rejet de la requête du collectif anti-CRA et de voisins militants qui dénonçaient, sans illusion sur l'issue, les conditions de l'échange de terrain opéré entre la Métropole et l'Etat. C'est cet échange, proposé et organisé par l'ex-président de la Métropole PS Anziani, qui a permis au projet d'être mené à bien, sortant une épine du pied du maire de Pessac confronté à la mobilisation d'un quartier pavillonnaire qui refusait l'implantation initiale du futur CRA.

Le Préfet a profité de ses vœux à la presse le 21 janvier pour confirmer que le nouveau méga-CRA de 140 places, un des plus grands de France, ouvrirait en 2026. Il déplorait qu'actuellement il n'y ait « que » 50 places dans toute la Nouvelle Aquitaine, 20 au CRA de Bordeaux et 30 à Hendaye pour « *lutter face à une immigration irrégulière en augmentation forte* », alors qu'une ville comme Toulouse a un CRA de 120 places... Comme si la multiplication de CRA ou l'augmentation du temps de rétention pouvaient en quoi que ce soit dissuader celles et ceux qui traversent les océans et les barbelés !

La construction de nouveaux CRA participe d'une offensive globale des classes dominantes et de leur personnel politique. Leur haine des étrangers se conjugue à leur trouille de la classe ouvrière qu'ils cherchent à enfermer derrière murs et frontières pour mieux la mettre en concurrence et l'exploiter. Comme le dit le collectif « *Les CRA sont la caricature de cette politique manipulateur : l'amalgame permanent entre délinquance et migration, proféré par nos ministres et repris par les médias* ». A peine nommé, Retailleau

surenchérisait sur Darmanin et annonçait l'accélération de la construction de 1000 places de CRA et l'augmentation de la durée d'enfermement maximale, 210 jours au lieu de 90.

Notre seule patrie, l'humanité !

Une offensive de plus en plus débridée, en parallèle de celle des Trump-Musk aux USA, de la campagne en cours contre l'AME (aide médicale d'Etat), pour le rétablissement du « *délit de séjour irrégulier* » à celle pour la suppression de tout droit du sol dans la foulée de sa réduction drastique à Mayotte. Des mesures racistes, violentes, dont la fonction est politique : embrigader, diviser, tenter de détourner les colères.

Dénoncer et combattre de toutes les façons possibles cette offensive, c'est ce que les militant-es du collectif Bordeaux anti-CRA entendent bien continuer à faire de façon de plus en plus large, en invitant à les rejoindre toutes celles et ceux qui œuvrent ou veulent œuvrer à la solidarité des exploité-es et opprimé-es par-delà les frontières. Pour affirmer le droit pour toutes et tous à la liberté de circulation et d'installation, la solidarité internationale des exploité-es et des opprimé-es !

I.U.

Le collectif Bordeaux anti-CRA réunit chaque mois des militant-es de différentes organisations, associations de solidarité avec les migrants telles la Cimade -qui intervient au sein du CRA de Bordeaux-, l'ASTI, Solex, Médecins du monde, le Collectif pour l'Egalité des droits..., des militant-es politiques, en particulier du NPA-R, LFI, l'Envol, le cercle Jean Barrau..., ou encore d'Attac (liste non exhaustive) ainsi que des militant-es non organisés-es.



Prison de Gradignan : toujours vétuste et surpeuplée

La Maison d'arrêt de Gradignan reste une des plus surpeuplées de France avec 120 % d'occupation et 140 matelas posés à même le sol.

Avec 1071 détenu-es pour seulement 682 places, le taux de suroccupation atteint même 230 % dans le bâtiment A, le plus vétuste. Et cela malgré la rénovation du centre pénitentiaire avec l'ouverture d'un nouveau bâtiment en mai dernier qui présente, par ailleurs, de nombreux défauts de conception.

Le personnel, en sous-effectif chronique, est dépassé par les difficultés de son travail dans des bâtiments détériorés devenus insalubres, avec des personnes incarcérées dans des conditions indignes. Ces conditions ont été condamnées par la Cour Euro-

péenne des Droits de l'Homme en 2020 puis 2023, dont l'enfermement de 3 personnes dans des cellules de 9 mètres carrés.

Comment pourraient-ils prétendre, dans ces conditions, pouvoir assurer une quelconque « *lutte* » contre la récidive voire de la réinsertion. Alors que de nouveaux records d'emprisonnements France ont été battus avec 78 969 personnes fin 2024, cette prison est à l'image de cette société barbare que la démagogie sécuritaire des Darmanin et consorts ne fera qu'aggraver, et de sa justice de classe si clémente avec les délinquants comme Sarkozy.

Mónica

Elections des chambres agricoles

Souverainisme et agro-business : deux impasses mortelles pour les travailleur.ses de l'agriculture

L'Aquitaine fait partie des régions où la Coordination rurale, les « *bonnets jaunes* », a fortement progressé aux élections pour les chambres d'agriculture qui se sont déroulées fin janvier. Elle est maintenant à la tête d'une quinzaine de départements, contre un seul en 2019, le Lot-et-Garonne. Ses dirigeants se sont félicités de cette progression liée aux actions radicales de l'an dernier, contre le gouvernement et la cogestion de la FNSEA, partenaire du pouvoir depuis des décennies.

En Gironde, pour la 1^{ère} fois, dans le collège des chefs d'exploitation (5200 environ, dont 42 % ont voté), la Coordination rurale l'emporte de 6 voix avec 36,75 % (13,82 % aux précédentes élections de 2019) sur la FDSEA, 36,48 % qui s'est effondrée de 24 points.

La Confédération paysanne qui portait un programme de défense des petits paysans en rupture avec l'agro-business et respectueux de l'environnement, obtient elle 26,77 %, progressant de 1 point.

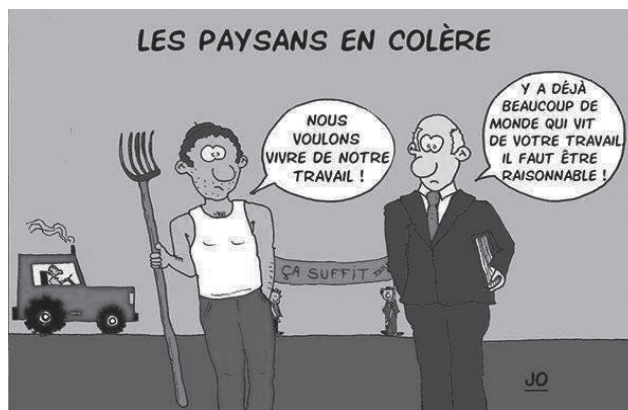
Du côté des salariés, bien plus nombreux (près de 30 000 en Gironde), il n'y avait que 6 sièges à pourvoir, contre 20 au total pour leurs patrons, la participation a été très faible, donnant la première place à la CFDT.

Si les médias ont largement souligné la « *radicalité* » de la Coordination rurale,

ils insistent moins sur son souverainisme particulièrement chauvin, dénonçant les orientations « *mondialistes* » de la FNSEA, qui a soutenu l'accord avec le Mercosur et les politiques de l'UE. Issu d'une rupture avec le syndicat majoritaire en 1992, au moment du Traité de Maastricht, la CR a gagné des points en dénonçant les injustices de la PAC... et en flattant un nationalisme en phase avec les progrès de l'extrême-droite.

La FNSEA, majoritaire nationalement, a bien été obligée de reconnaître son recul. Pour son président, Rousseau, représentant de l'agro-business, à la tête d'une exploitation de 700 hectares de céréales et dirigeant du groupe Avril, multinationale de 8000 salariés et 8 milliards de CA : « *la colère n'est pas un projet* ».

La colère est bien là face aux difficultés et à la misère bien réelles de certains. La CR la détourne sur le terrain du souverainisme et de l'extrême-droite, une impasse qui ne ferait qu'aggraver encore la situation des petits paysans et salariés agricoles, écrasés par les multinationales du secteur, qu'elles soient françaises, européennes ou autres.



Arracher cette fraction de la petite paysannerie à l'influence du nationalisme et des forces réactionnaires implique de poser la perspective à la fois d'un affrontement contre les intérêts des capitalistes et d'un pouvoir des travailleurs. Lui seul, en remettant en cause la domination des multinationales et de la finance, pourrait offrir aux travailleurs de l'agriculture des débouchés sans les marges de la grande distribution, des prêts financiers gratuits pour les libérer de la tutelle des banques, et pour ceux qui le souhaiteraient, une autre organisation du travail agricole, plus collective et libérée de la petite propriété. Un pas vers une autre agriculture dans un autre mode de production : une vie digne pour les travailleurs, le respect de la nature, des produits de qualité pour les consommateurs.

EM.

Beau succès des Entre-actes solidaires

Vendredi 31 janvier avaient lieu *Les Entre-actes solidaires*, organisées par les Gratuits-Gironde Solidaire(*) au Garage moderne. Comme chaque année, cette soirée solidaire offre une scène à de jeunes artistes, stand-up, chansons, groupes... cette année il y a eu un groupe musical de femmes, un jongleur, un clown et un prestidigitateur. Une partie de l'activité des 120 bénévoles des Gratuits, en plus de participer aux opérations caritatives, consiste à rechercher des artistes qui ont peu de possibilité de se produire. Il y a aussi une partie communication.

Aux Gratuits, il y a un mélange savant entre les aidants et les aidés. Les aidés font partie à part entière des équipes, autant pour les maraudes, les transports alimentaires que pour le type de soirées comme les Entre-actes, où installation de la salle, son, éclairage... tout est réalisé dans la journée par les bénévoles, aidants et aidés. Cette soirée cabaret-spectacle qui a lieu trois ou quatre fois par an nous permet, en vendant boissons et petits plateaux de financer l'association, et elle nous rapporte plus que les subventions que nous alloue la mairie de Bordeaux, qui représentent très peu, en dehors des locaux et des algécos

au Lac qu'elle nous prête. Cette soirée est une de celles qui a rassemblé le plus de monde. Les Entre-actes commencent à être plus connues, l'information circule... un public nouveau s'y retrouve.

C'est aussi une occasion de se rencontrer entre bénévoles qui interviennent sur des lieux et des activités différentes.

Ce que nous faisons est très important. C'est ce que devrait faire l'Etat et les collectivités qui renvoient aux associations caritatives la plupart de celles et ceux qui s'adressent aux CCAS pour des aides qui ne sont pas qu'alimentaires. Les Gratuits ont d'ailleurs une douche ouverte une fois par semaine pour les personnes à la rue. Est-ce que ça changera ? Parce qu'il y a tellement, et de plus en plus de personnes qui ont besoin d'aides qu'à un moment, même les associations ne pourront plus y répondre.

Propos recueillis par Christine Héraud auprès de Denis, bénévole des Gratuits

* Les Gratuits-Gironde Solidaire est une association qui œuvre à la solidarité et l'aide aux personnes vivant à la rue et en situation de précarité.

Cenon : le budget au cœur de la tourmente

Les orientations budgétaires de la commune ont été discutées au conseil municipal de Cenon, le 27 janvier, dans le contexte national de crise politique et alors même que le budget de l'Etat était encore en discussion, menacé d'une possible nouvelle censure du gouvernement Bayrou.

Pour les communes comme Cenon qui dépendent en grande partie des dotations d'Etat, les marges de manœuvre locales sont très faibles et tous les budgets des collectivités sont d'autant plus contraints par les milliards de restrictions budgétaires qui leur sont imposés au nom du paiement de la dette et de la réduction du déficit public. Une dette qui n'est pas la nôtre, et que les travailleurs n'ont pas à payer.

La majorité municipale a présenté les perspectives de croissance pour l'Europe (0,8 % à 1,3 %) et la France (stable à 1,1 %) en voulant nous laisser croire à une possible amélioration à venir pour les classes populaires avec le recul de l'inflation, la baisse des prix de l'énergie... un aveuglement démenti par le contexte international, alors que le capitalisme nous entraîne dans sa folle fuite en avant spéculative pour continuer à faire tourner la machine à profits alors que partout les économies s'essouffent, les investissements productifs reculent.

Le budget de la commune, qui sera discuté lors du prochain conseil, devra tenir compte des attaques du gouvernement contre les travailleurs et les classes populaires, les chômeurs ; il se prépare à tailler dans les budgets sociaux, des services pu-

blics, du sport, de la culture, de la formation, à attaquer les fonctionnaires sur les arrêts-maladie... puisque pour Macron et Bayrou, il n'est pas question de taxer les plus riches, les détenteurs du capital et les entreprises.

Le budget de la commune, « bien géré » comme s'en félicite la majorité municipale, ne peut répondre aux besoins croissants de la population des quartiers populaires. L'issue ne peut venir que d'elle-même, de son organisation démocratique indépendante pour prendre en main les affaires. Les premier-es de corvée sont bien plus capables de gérer la société dans l'intérêt collectif que les dirigeants de l'économie et des gouvernements qui la mènent à la catastrophe.

Christine Héraud, élue NPA à Cenon

Transports en commun à Bordeaux Métropole, encore et toujours la quadrature du cercle...

Mardi 28 janvier, *Sud-Ouest* et *TV7* organisaient une émission spéciale « mobilités », l'occasion pour la présidente de la métropole, Christine Bost, de présenter un plan de « robustification » du tramway élaboré à sa demande par le bureau d'étude Systra. Ce plan, en 92 mesures pour un budget de 40 millions d'euros, serait nécessaire pour « renforcer et fiabiliser » un réseau déjà vieux de 20 ans et qui présente de nombreux « signes de faiblesse » (rails abimés, signalisation défaillante, 1500 coffrets d'alimentation au sol à remplacer...). « Faiblesses » techniques auxquelles s'ajoute la difficulté toujours plus grande pour TBM de recruter le personnel nécessaire à assurer le service, du fait de conditions de travail qui se dégradent. A cela s'ajoute la préoccupation du « mur de 2030 », l'explosion attendue du nombre d'usagers des transports en commun, 300 000 s'ajoutant aux 500 000 actuels. Cela pose la question de l'extension du réseau de tram, la création de nouvelles lignes mais aussi la mise en étude d'un éventuel métro (auquel Hurmic vient de dire son opposition...). Sans oublier le projet de téléphérique entre Lormont et Bacalan ainsi que diverses lignes de bus express.

Pour Bost, toutes ces questions devraient se trancher en 2025, « année des grands choix ». Année aussi à autant de prétextes à polémique politicienne alors que chacun se positionne déjà pour les prochaines municipales, début 2026. Chaque groupe y va de ses « solutions », dézinguant celles de ses adversaires...

Querelles bien futiles au regard des galères que vivent les dizaines de milliers de travailleur-es piégé-s tous les jours dans les embouteillages. D'autant qu'en réalité, la situation est telle que rien n'est en mesure de combler le décalage qui se creuse entre les besoins de transports en commun efficaces et bon marché et la capacité des collectivités locales à les mettre en œuvre pour

des raisons aussi bien financières que techniques. D'une part la population de la Gironde croît en moyenne de 20 000 habitants par an, dont plus de la moitié sur la métropole. D'autre part, l'explosion des loyers a poussé nombre de travailleur-es à se loger loin des centres urbains et de leur lieu de travail. Ces derniers, en particulier les grandes zones logistiques, s'éloignent de plus en plus de l'agglomération et ne sont pour la plupart pas desservis par des transports en commun. Pas d'autre solution, alors, que la voiture, au prix, pour les automobilistes de la métropole d'avoir passé, en 2024, 113 heures en moyenne dans les embouteillages. Ce qui a valu à Bordeaux de remporter le titre de ville la plus embouteillée de France, devant Paris...

Une autre étude, portant elle sur le réseau des TER, vient illustrer cela. Réalisée autour des grandes métropoles par Transdev, Orange et la SNCF, elle met en évidence les carences des réseaux ferrés par rapport aux besoins. Pour la région bordelaise, l'enquête a évalué les besoins de transport un matin de novembre 2023 entre 5 heures et 10 heures du matin, entre l'extérieur de la métropole et son centre. Quelques 134 000 trajets ont été ainsi comptabilisés alors que les 26 TER en service pendant cette période n'offraient que 14 600 places, soit 9 fois moins...

« On réfléchit au moyen de configurer une offre de transport efficiente économiquement qui répondrait aux enjeux d'égalité sociale, mais aussi de réduction des émissions carbone. Car avec de tels écarts, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait autant de voitures sur les routes » expliquent les auteurs de l'étude... Sauf que la question des transports ne se résoudra pas sans que s'en mêlent les dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui sont soumis à la galère quotidienne.

Daniel Minvielle

« Pas une de plus »

Le féminicide de Nasrine Bensalem, Légorgée par son mari dans leur domicile de Cenon le 9 janvier dernier est un drame qui nous a bouleversés et révoltés. Au-delà de la très forte émotion et de la tristesse de ses collègues de la mairie de Cenon, c'est la sidération et l'incompréhension qui dominaient, aucun-e ne pouvant témoigner de signes avant-coureurs d'une telle violence. « *Un couple sans histoire* » a-t-on entendu dans son entourage, à l'école de ses enfants. Et pourtant... Si Nasrine n'a rien laissé paraître autour d'elle, ses sœurs ont témoigné publiquement : « *Son mari contrôlait sa vie, elle n'en pouvait plus* ». Le féminicide a été l'aboutissement d'une situation d'emprise par le mari, construite depuis des mois. « *Il l'a isolée, dévalorisée, détruite* », racontent ses sœurs, qui l'ont vue se transformer de jeune femme pleine de vie en femme sous contrôle, sur sa façon de s'habiller, ses relations... « *Dans cette affaire, la question du contrôle coercitif se posera certainement* », a déclaré l'avocat de la famille.

Le lundi 13 janvier, plus de 500 per-

sonnes ont participé au rassemblement à sa mémoire organisé par la mairie de Cenon et à la marche blanche vers son quartier et l'école de ses enfants, conduite par le Maire de Cenon, le préfet, le maire de Bordeaux et de nombreux « institutionnels ». Des camarades de l'AG féministe étaient présentes avec leur banderole « *Pas une de plus* », qu'elles déplorait avoir eu à redéployer après les féminicides de Chahinez Daoud, brûlée vive devant son domicile de Mérignac en mai 2021, et Sandra Pla tuée de 50 coups de couteau le 2 juillet 2021 à Bordeaux.

Quelques jours plus tard, le 31 janvier, tombait la condamnation à trente ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de la Gironde de l'ex-compagnon de Sandra Pla. Sandra, comme Chahinez avaient déposé plusieurs plaintes contre leur ex-compagnon, pour harcèlement. « *C'est l'histoire d'un féminicide annoncé* », a déclaré dans sa plaidoirie l'avocate de la famille de Sandra, qui engage un recours contre l'État pour « *faute lourde* ».

Le féminicide de Nasrine s'inscrit dans la trop longue liste des féminicides,

le 5^{ème} depuis le début de l'année, qui condamne cette société et l'Etat qui ne les ont pas protégées, qui punissent les hommes des années plus tard, sans s'attaquer aux causes.

Nasrine, Sandra, Chahinez et toutes les autres, atrocement assassinées ont été victimes de la violence du patriarcat, de la domination masculine, de cette société inhumaine qui repose sur la propriété des biens et des personnes et dont dernièrement le procès des viols de Mazan a fait éclater toute la barbarie.

Notre combat contre les atrocités générées par le patriarcat, contre les féminicides, pour que plus jamais nous n'ayons à marcher en mémoire de nos sœurs assassinées, nécessite notre mobilisation et notre lutte collective pour l'éducation, la prévention, des moyens pour la protection des femmes, pour l'égalité. Elle s'inscrit nécessairement dans la lutte pour une autre société débarrassée de la violence sociale et de la propriété capitaliste, pour une société socialiste.

C.H.

Morts par la France

Le 4 décembre dernier, l'association *Mémoires et Partages* a invité Armelle Mabon, auteure de *Le Massacre de Thiaroye, histoire d'un mensonge d'État* paru en octobre 2024 (Ed. Le Passager clandestin)

Par un long travail minutieux et déterminé, l'historienne y démonte un à un les mensonges de l'Etat et de l'armée française secondés par le silence des élites locales sur ce massacre d'environ 300 soldats africains intégrés dans l'armée coloniale française sous le nom de « tirailleurs sénégalais », le 1^{er} décembre 1944.

Après avoir combattu en France contre l'armée allemande après les débarquements, ces troupes avaient été démobilisées et renvoyées en Afrique. Parqués sous surveillance militaire dans des camps comme celui de Thiaroye, près de Dakar, ces hommes y attendaient de recevoir leur rappel de solde, et pour certains leur prime d'anciens prisonniers de guerre, avant de retourner chez eux. A Thiaroye, devant le retard mis par l'administration à payer son dû, la protestation s'organisait, donnant prétexte à l'armée pour tirer avec des automitrailleuses contre un rassemblement d'hommes dé-

sarmés. Dans les discours de l'Etat et de l'armée, ce massacre était nié, transformé en répression d'une « mutinerie » d'une trentaine d'hommes armés. Les militaires responsables du massacre n'ont jamais été inquiétés, mais décorés de la Légion d'honneur.

Les corps des victimes étaient jetés dans une fosse commune aujourd'hui recouverte d'une autoroute et d'un parking. 34 survivants étaient condamnés à dix ans de prison pour mutinerie, certains à des amendes, dégradés et jamais indemnisés. Ils ont fini par être amnistiés -sauf 2 décédés en prison- sans être réhabilités ni considérés comme « Morts pour la France » comme les autres soldats « non coloniaux ».

Hollande a fait allusion pour la première fois à la « répression » du 1^{er} décembre dans un discours à Dakar en 2012. Récemment, des personnalités dont des parlementaires PS ont fait une pétition, le gouvernement sénégalais une première commémoration en 2024...

Mais les obstacles mis à la recherche, comme l'auteure le dénonce, montrent la persistance d'une chape de plomb pour couvrir ce massacre colonial à l'heure où,

lors de son discours de Brazzaville, De Gaulle menaçait toute velléité de soulèvement anticolonial.

M.C.

A voir : *Le camp de Thiaroye*, film réalisé en 1988 par Sembene Ousmane, ancien tirailleur sénégalais.

Frontstalag 221

Durant la Seconde Guerre, il y a eu 200 camps de prisonniers appelés « Frontstalag » en France dans lesquels les autorités militaires allemandes ont enfermé des milliers de prisonniers français, en particulier d'origine africaine que, par racisme, elles ne voulaient voir en Allemagne.

En 1940, dans le quartier de Germignan à Saint Médard en Jalles, un cantonnement d'ouvriers de la Poudrerie devenait le Frontstalag 221. En 1945, une épidémie de typhus y fit 495 morts.

Ce Frontstalag a fini par être reconnu en 2017, d'abord par des bénévoles locaux puis par la mairie avec une stèle rappelant les noms, âge du décès et pays d'origine de ces soldats africains.

Le premier congrès du NPA-R s'est tenu les 30-31 janvier et 1^{er} février derniers. Nous publions ci-dessous les tribunes de chacune des plateformes.

Plateforme 1 - Unité des révolutionnaires : passer de la parole aux actes

Le congrès a été un moment de débat intensif dans une ambiance démocratique et fraternelle qui a permis à des militants de toutes les villes, de tous les secteurs et de tous les âges de s'exprimer. 45 AG de préparation se sont tenues localement et, au congrès lui-même, 80 délégués différents ont pris la parole en plénier. Indispensable dans une organisation qui compte 40 % de militants de moins de 25 ans, avec un tiers de ses membres qui interviennent dans la jeunesse scolarisée et un tiers qui interviennent directement sur les lieux de travail en tant que militants politiques.

Ce congrès représente un pas modeste mais important sur le chemin de l'unité des révolutionnaires. Il montre que la fusion a numériquement dépassé les deux principaux courants qui ont combattu la scission-exclusion lors du 5^e congrès du NPA, à savoir l'Étincelle et Anticapitalisme et révolution (A&R). Cette unité a été réalisée en faisant un choix délibéré : élaborer des réponses politiques communes aux problèmes qui se posent dans l'intervention, dans le cadre de la construction commune d'une organisation révolutionnaire indépendante de la gauche institutionnelle. C'est cela qui a permis de dépasser la simple fusion des deux courants en associant près de 90 % des

militants et militantes de l'organisation. C'est ce que nous avons fait au travers de la solidarité avec le peuple palestinien à la suite du 7 octobre 2023 et de l'offensive génocidaire d'Israël : plutôt que de partir uniquement des positions traditionnelles des uns ou des autres, nous avons cherché à intervenir activement dans les tribunaux et surtout dans la rue face aux interdictions de manifester en soutien à la Palestine, en exprimant une position indépendante des courants réactionnaires, nationalistes et pro capitalistes du type du Hamas. Un positionnement de fond qu'aucun courant n'aurait pu, seul, élaborer et surtout mettre en œuvre.

Les AG et le congrès a montré que cette méthode de confrontation des discussions de fond avec la construction commune était menée dans tous les secteurs et comités du NPA-R. Nous souhaitons élargir cette méthode à d'autres courants révolutionnaires au niveau international mais aussi au niveau hexagonal, car nous savons que nous n'incarbons pas à nous seuls les contours d'un futur parti révolutionnaire. Nous regrettons d'autant plus qu'un courant international issu du « morénisme », Socialisme ou barbarie, constatant son échec au congrès, ait fait un choix inverse en retombant dans les vieux travers de la division et de la provocation pour défendre son petit « pré

carré » et quitter le congrès avec ses trois délégués sur 119.

Au contraire, nous accueillons positivement la présence des camarades de Lutte ouvrière à l'intégralité de la partie publique de nos travaux, ainsi que la présence des camarades du Parti des travailleurs. Nous regrettons l'absence de Révolution permanente malgré notre invitation. C'est précisément pour faire entendre cette orientation en vue d'un pôle des révolutionnaires capable de s'opposer au pôle des milliardaires que nous continuerons de nous adresser aux autres organisations pour leur proposer de débattre et d'agir conjointement. Nous les invitons à participer en mai à la conférence internationaliste de Paris, coorganisée avec Lotta comunista qui aura pour thème central « *les révolutionnaires face aux rivalités inter-impérialistes* » ainsi qu'une journée dédiée aux révolutionnaires dans les syndicats.

Les révolutionnaires devront faire bloc lors des futures élections, en toute indépendance de la gauche institutionnelle, comme nous l'avions proposé lors des élections européennes et législatives.

La meilleure façon de censurer le gouvernement, c'est de regrouper les luttes contre les licenciements, pour nos salaires et contre l'austérité budgétaire, sous la direction des travailleurs eux-mêmes !

Plateforme 3 - Exclue du NPA-R, nous constituerons une nouvelle organisation pour la refondation de la gauche révolutionnaire - Socialisme ou Barbarie

Le 1^{er} congrès du NPA-R s'est conclu par l'exclusion bureaucratique du courant international Socialisme ou Barbarie. La direction a dégagé une minorité pour régler les problèmes politiques de façon administrative. Nous tournons la page de cet échec politique et organisationnel qu'est le NPA-R. SoB a mené une bataille politique au congrès pour tirer un bilan critique de l'échec du NPA, pour la refondation du mouvement révolutionnaire sur de nouvelles bases programmatiques et stratégiques.

La direction du NPA-R a cherché à empêcher la discussion par un accord d'appareil. Deux courants majoritaires se sont réunis pour garder le contrôle sans point politique d'accord entre eux. Alors qu'ils parlent de construire un « pôle des révolutionnaires », ils purgent des militants considérés comme dissidents. Les soutiens apportés à notre communiqué témoignent de la solidarité militante, que nous saluons, mais aussi du ras-le-bol de l'absence d'unité de l'extrême-gauche. La faillite politique du NPA (dérive institu-

tionnelle du NPA-A et dérive bureaucratique du NPA-R) démontre la nécessité de refonder la gauche révolutionnaire en France. Il nous faut tirer un bilan critique sur les échecs du passé, notamment en ce qui concerne la bureaucratisation des révolutions du XX^e siècle, car il est impossible de penser un projet révolutionnaire pour le XXI^e siècle sans un bilan du stalinisme.

La nouvelle étape de la lutte des classes de crises, guerres, révolutions se caractérise par l'instabilité qui tend vers les extrêmes,

NPA-Révolutionnaires

Sur un peu plus de 700 militant-es, 599 ont pris part aux votes. Il y a eu 526 voix pour la plateforme 1 (87,8 %) ; 49 pour la plateforme 2 (8,3 %) ; 13 pour la plateforme 3 (2,2 %). 9 camarades se sont abstenus (1,5 %) et 2 ont fait NPPV (0,3 %).

Plateforme 2 - Pour un Pôle démocratique des révolutionnaires, faire vivre la démocratie

Étrange congrès que ce premier congrès qui, comme durant les assemblées générales préparatoires, a été marqué par une agressivité constante contre les minorités. La première phrase du rapport introductif attaquait notre courant donnant le cadre d'un débat étouffé au nom des tâches de construction. Point d'orgue de cette démarche sectaire, la volonté de pousser dehors les camarades de Socialisme ou Barbarie avec lesquels, ainsi que d'autres camarades hors courant, nous avons porté la motion « *Pour un pôle des révolutionnaires, faire vivre la démocratie* ». Suite à un incident entre militants en novembre dernier, résultat de tensions politiques dans lesquelles les camarades de la majorité portent une responsabilité, cette dernière a fait gonfler « l'affaire » jusqu'à en prendre prétexte pour reporter, en fait refuser, l'élection d'un camarade de SoB au Conseil politique national, un geste dont il est évident qu'il signifiait la rupture avec ce courant, son exclusion.

AetR et L'Étincelle éclairent ce qu'ils appellent leur « *boussole* » du pôle des révolutionnaires, une fausse barbe pour une politique sectaire qui se revendique d'une théorie « *inédite* », « *la fusion par la construction* ». Ce congrès n'avait pour eux d'autre fonction que de cimenter cette fusion, intimant à chacun de « *choisir entre le front de fractions et la fusion* ».

avec de fortes polarisations politiques. Le monde est marqué par la guerre impérialiste, avec la guerre en Ukraine et le génocide en Palestine. Le retour de Trump et la montée de l'extrême droite dans plusieurs pays confirment les tendances à l'instabilité. L'émergence de gouvernements réactionnaires ouvre la possibilité de rebondissements à gauche, par des mouvements internationaux de luttes anticapitalistes et de révoltes populaires qui cherchent à confronter le système par les méthodes de la lutte des classes. La crise de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies s'inscrit dans le contexte de confrontations inter-impérialistes. La faiblesse du

De la part des deux fractions qui n'ont d'ailleurs pas annoncé leur dissolution, une telle politique ne manque pas d'ironie puisque c'est au nom de la lutte contre « *le front de fractions* » que le NPA de Besancenot avait engagé la scission-exclusion !

Encouragé par Trump, le CAC 40 déclare la guerre aux travailleurs

Une telle politique ne répond pas aux besoins de la période qui voit le CAC 40, à l'image de Wall Street, déclarer la guerre aux travailleurs. Pour les camarades de la nouvelle majorité, cependant, le capitalisme ne connaît pas de crise. Pour eux les superprofits sont la preuve qu'il se porte bien alors que ces superprofits ne sont que l'expression de la maladie d'un capitalisme sénile, financiarisé et mondialisé dont les appétits sans limite ne peuvent continuer à se satisfaire que par une surexploitation constante des hommes et de la nature, au prix d'une concurrence acharnée, de la guerre complément indispensable de la concurrence capitaliste. La crise écologique est l'expression de cette faillite du capitalisme.

Ce système failli court vers le krach et conduit l'humanité vers la catastrophe.

Ce sont là les racines de la militarisation du monde et des guerres de l'Otan, de la guerre d'Ukraine, du génocide de Gaza et de la guerre du Moyen-Orient. Les ra-

gouvernement Macron se traduit par son incapacité à surmonter la crise de représentativité et montre ses traits les plus autoritaires. Le RN tente de récupérer la colère contre Macron qui fait payer la crise aux travailleurs par des coupes budgétaires. La polarisation sociale depuis 2016 avec la succession de mobilisations démontre qu'il est fondamental d'articuler les demandes sociales et démocratiques de notre classe pour construire les luttes dans la rue, les grèves et par l'auto-organisation des travailleurs.

SoB deviendra une organisation révolutionnaire indépendante pour les combats de notre classe contre le capitalisme :

cines aussi de la crise sociale et politique que connaît le pays, de la mascarade parlementaire qui pave la route de l'extrême droite, de Darmanin à Le Pen en passant par Retailleau, qui reçoit le soutien de la grande bourgeoisie, celle d'Arnault le milliardaire ami de Trump.

Poursuivre le débat au sein du mouvement révolutionnaire et dans les mobilisations

A l'heure du capitalisme sénile il n'y a pas de place pour un nouveau réformisme, l'affrontement entre le travail et le capital est inscrit au cœur de la marche à la faillite de leur système fondé sur l'exploitation. Pour défendre ses droits, conquérir le pouvoir pour changer la société, le monde du travail a besoin de s'organiser, de son propre parti indépendant des mascarades parlementaires ou des conclaves du dialogue social. C'est dans cet objectif que nous avons proposé au congrès une déclaration invitant à prendre l'initiative d'engager les discussions au cœur des luttes, entre organisations révolutionnaires, entre militant-es ainsi qu'avec celles et ceux qui se mobilisent et contestent ce système dépassé pour discuter des voies et moyens de construire, ensemble, un pôle démocratique des révolutionnaires.

Pour nous joindre et nous écrire :
contacts@npa-dr.org

contre l'impérialisme, le racisme, pour l'ouverture des frontières et la régularisation de toutes les sans-papiers, pour la lutte féministe et LGBTI, pour l'écologie. Nous voulons articuler les revendications transitionnelles démocratiques avec un programme révolutionnaire. Nous invitons tous celles et ceux qui se reconnaissent dans les meilleurs éléments de la tradition révolutionnaire du NPA et de la LCR à nous rejoindre dans la constitution d'une nouvelle organisation révolutionnaire.

Pour nous contacter : info@socialismeoubarbarie.com

A voir **Mondialisation** **les nouvelles règles du jeu**

Film-documentaire de Kersten Schübler disponible gratuitement sur Arte jusqu'au 13 avril

Ce documentaire riche montre comment la mondialisation a changé ces dernières années, notamment avec le développement du numérique. Si elle repose toujours sur l'internationalisation de la production, des échanges et de la finance, le fait qu'elle a intégré davantage de pays crée une nouvelle situation.

A travers un tour du monde de quelques lieux, de San Francisco à Singapour, en passant par la Chine ou le Congo, il permet de prendre la mesure de l'imbrication totale de l'économie mondiale et de l'interdépendance de tous les pays. Cette production internationalisée n'efface pas, bien au contraire, les concurrences, la course aux salaires les plus bas, les facteurs de crise et les tensions, dont les principales entre les USA et la Chine. « *Une compétition acharnée* » sur tous les plans, y compris la guerre, que le documentaire évoque sans que ce soit son sujet.

Un des fils conducteurs est le smartphone, de son invention en Californie en 2007, à l'extraction des minerais au Congo (photo ci-dessus), en pas-



sant par les usines gigantesques de Taïwan, de Chine, et maintenant d'Inde... du travail issu d'une quarantaine de pays. Un des acteurs de cette mondialisation rappelle comment cette invention qui a permis la circulation et le partage instantanés de l'information entre tous les humains a fait renaitre l'espoir d'un monde plus uni et égalitaire... dans le même temps que la concurrence économique provoquait l'accroissement des inégalités et du nationalisme.

Le documentaire donne la parole à des travailleur-ses, étudiant-es, intellectuel-les, qui témoignent de ces transformations. Christine, étu-

diane ingénieure congolaise dans la production de batteries, issue de la campagne, ou Parag, Pakistanais immigré à Singapour, réfléchissent à comment résoudre les problèmes de la misère, des migrations, de l'environnement... Ils posent les questions d'une nouvelle génération qui prend conscience qu'un nouveau modèle de production et d'échange est nécessaire, ni « *capitalisme financier débridé* » ni « *socialisme autoritaire* »... Le documentaire a le grand mérite aussi de « *décentrer* » notre regard... « *c'était l'Europe qui changeait le monde, c'est le monde qui change l'Europe maintenant* ».

F.M.

**Le NPA-R
Gironde
vous invite
à une
réunion débat :**

Ils nous déclarent la guerre
Quelles réponses pour le monde du travail ?

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
GIRONDE

Samedi 01/03
18h, Salle Saumenude
16 rue Saumenude, Bordeaux

Lisez REVOLUTIONNAIRES
le journal du NPA Révolutionnaires

REVOLUTIONNAIRES

6 FÉVRIER 2025 - 2 € - LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS,
AUGMENTER LES SALAIRES,
STOPPER LES COUPES BUDGÉTAIRES

PAR NOS LUTTES,
CENSURONS LE POUVOIR
DES MILLIARDAIRES !

EDITORIAL
A la « fronde des patrons »,
opposons l'union
de nos collègues !

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES